

X

V. D. 4931 - Augmentation des traitements et salaires des cheminots en 1945

Etablissement d'un pécule

| | | | | | |
|------------|-----|------|------------|-------|-------|
| Ordonnance | 6. | 1.45 | (J.O. | 7. | 1.45) |
| Ordonnance | 31. | 3.45 | (J.O. 1/3/ | 4.45) | |
| C.A. | 11. | 4.45 | 14 | Qd | |

Etablissement d'un pécule

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration

du 11 avril 1945

Questions diverses

Rémunération du personnel

(p.v. (p.14)

M. LE PRESIDENT donne connaissance au Conseil des dispositions de l'article 9 de l'Ordonnance du 31 mars 1945 portant fixation du budget des Services Civils pour l'exercice 1945, qui ont pour objet d'étendre notamment au personnel de la S.N.C.F. les règles prévues par les articles 8 et 9 de l'Ordonnance du 6 janvier 1945 instituant, pour les fonctionnaires de l'Etat, un compte temporaire de pécule.

Des arrêtés du Ministre des Finances détermineront les conditions et dates d'application de cette mesure.

Extrait du Journal Officiel

des 1/2/3 avril 1945

Extrait de l'Ordonnance n° 45-524 du 31 mars 1945
portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945

Extension du pécule aux agents de chemins de fer

Art. 9 - Les règles prévues par les articles 8 et 9 de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 sont étendues aux fonctionnaires des départements, des communes et établissements publics, aux personnels de la Société Nationale des chemins de fer français, des entreprises concédées ou des entreprises titulaires de privilèges ou de monopoles concédés par l'Etat, les départements et les communes, aux personnels des sociétés d'économie mixte et de tous établissements et organismes contrôlés par l'Etat si les intéressés sont appelés à bénéficier d'une majoration de leur traitement ou rémunération faisant suite à celle accordée aux fonctionnaires de l'Etat par l'ordonnance susvisée du 6 janvier 1945 et ayant pour effet de porter ce traitement ou cette rémunération à un chiffre brut annuel dépassant 100.000 fr.

Les conditions et dates d'application du présent article seront déterminées par des arrêtés du ministre des finances.

Extrait du Journal Officiel

Ordonnances et décrets

des 1/2/3 avril 1945

Extrait de l'Ordonnance n° 45-524 du 31 mars 1945 portant fixation
du budget des services civils pour l'exercice 1945

Extension du pécule à certaines catégories de salariés

Art. 9

Art. 9. — Les règles prévues par les articles 8 et 9 de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 sont étendues aux fonctionnaires des départements, des communes et établissements publics, aux personnels de la Société nationale des chemins de fer français, des entreprises concédées ou des entreprises titulaires de privilèges ou de monopoles concédés par l'Etat, les départements et les communes, aux personnels des sociétés d'économie mixte et de tous établissements et organismes contrôlés par l'Etat si les intéressés sont appelés à bénéficier d'une majoration de leur traitement ou rémunération faisant suite à celle accordée aux fonctionnaires de l'Etat par l'ordonnance susvisée du 6 janvier 1945 et ayant pour effet de porter ce traitement ou cette rémunération à un chiffre brut annuel dépassant 100.000 fr.

Les conditions et dates d'application du présent article seront déterminées par des arrêtés du ministre des finances.

Extrait du Journal Officiel

Ordonnances et décrets du 7 janvier 1945

Extrait de l'Ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945
portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et
aménagement des pensions civiles et militaires

Etablissement du pécule

Art. 8 - A compter de la mise en vigueur des nouvelles échelles de traitement, il sera ouvert chez un comptable public au nom de chacun des fonctionnaires dont le traitement budgétaire brut dépassera 100.000 fr. par an, un compte temporaire de pécule, portant intérêt à 1 %.

Sera obligatoirement portée au crédit de ce compte une fraction du traitement fixée ainsi qu'il suit :

20 % de la tranche comprise entre 100.000 et 150.000 fr.

25 % de la tranche comprise entre 150.000 et 200.000 fr.

30 % de la tranche comprise entre 200.000 et 300.000 fr.

40 % de la tranche comprise entre 300.000 et 400.000 fr.

50 % de la tranche supérieure à 400.000 fr.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables dans les cas où le présent tarif donnerait un résultat inférieur à 100 fr par mois.

Jusqu'à la date légale de la cessation des hostilités ou jusqu'à une date antérieure prévue par un décret, contresigné par le ministre des finances, le montant de ce compte restera indisponible sauf en cas de décès, de mariage ou d'admission à la retraite du titulaire. Il pourra, en outre, être procédé à la libération du compte de pécule pour permettre la reconstitution des immeubles d'habitation et des meubles meublants ou objets mobiliers partiellement ou totalement détruits par actes de guerre au sens de la législation relative aux dommages de guerre.

La somme à porter au compte du pécule, telle qu'elle résulte du présent tarif, sera réduite de 25 % pour les fonctionnaires chefs de famille avec un enfant à charge, de 35 % pour ceux avec deux enfants, de 45 % pour ceux avec trois enfants et ainsi de suite en augmentant de 10 % par enfant. La notion d'enfant à charge est entendue au sens du code de la famille.

L'application des dispositions qui précèdent ne peut avoir pour effet de ramener le montant des sommes effectivement perçues par un fonctionnaire, au titre du traitement, au-dessous de celles perçues au même titre par un fonctionnaire de situation de famille identique et bénéficiant d'un traitement budgétaire immédiatement inférieur au sien. De même elle ne peut avoir pour effet de ramener le montant global des sommes effectivement perçues par ce fonctionnaire au titre du traitement des allocations de caractère familial et éventuellement des indemnités ou allocations maintenues ou attribuées en exécution du quatrième alinéa de l'article 5 ci-dessus, au-dessous des émoluments anciens dont il bénéficiait, tels que ceux-ci sont définis par l'article 6 ci-dessus.

Un décret contresigné par le ministre des finances fixera les modalités d'application du présent article.

Art. 9. - La partie de la rémunération annuelle qui sera retenue pour la constitution d'un pécule entrera néanmoins dans les bases de l'impôt général sur le revenu dû par le bénéficiaire au titre de l'année suivant celle à laquelle se rapporte cette rémunération.

Toutefois, la fraction correspondante de la cotisation d'impôt général sur le revenu pourra être prélevée sur le crédit du compte bloqué dans des conditions qui seront fixées par arrêté du ministre des finances.

.....